

LA CULTURE, SOLIDAIRE POUR DÉFENDRE LA DIGNITÉ ET LES DROITS DES PERSONNES



Depuis plusieurs mois, le tissu social et citoyen se mobilise partout sur les territoires.

Les jeunes engagés pour l'urgence climatique, le mouvement des gilets jaunes qui a fait irruption dans l'espace public, les initiatives associatives et citoyennes investies quotidiennement contre la précarité et le recul des droits, comme la mobilisation de grande ampleur qui anime aujourd'hui notre pays, témoignent d'une profonde rupture sociale.

Dans le champ professionnel, les réformes sont menées avec trop peu de considération du dialogue social. Lois travail, formation professionnelle, assurance-chômage..., les réformes qui s'enchaînent participent de la limitation des droits des personnes et de la remise en cause de la mutualisation solidaire, qui font pourtant le socle de notre protection sociale. Aujourd'hui, évidemment, parce que la retraite nous parle collectivement de sécurisation dans notre parcours de vie, de solidarité intergénérationnelle, de prise en compte des inégalités de travail, la réforme de notre système par répartition inquiète...

Le gouvernement doit entendre qu'il y a urgence à reconsidérer et à soutenir ce qui fait intérêt général dans nos territoires de vie et d'action.

La culture, comme la santé, l'école, l'université, l'agriculture, l'eau, les transports et bien d'autres activités humaines, fait partie de nos services socialisés, ancrés dans une organisation commune et démocratique. Nous ne pouvons les laisser se marchandiser, car ces activités appartiennent à une autre sphère que celle des intérêts des industries et de l'accumulation financière.

Ils répondent à des impératifs d'intérêt général, fondés sur le respect de la dignité des personnes et du bien vivre-ensemble. Ils participent de la promesse de liberté, égalité et fraternité que nous portons pour les générations à venir. Ils transcendent les intérêts particuliers. Ils nous permettent de faire humanité ensemble.

Or, nous voyons les missions du ministère de la Culture dépérir au profit d'états généraux des filières et industries culturelles, les politiques publiques sont orientées vers des intérêts privés et financiarisés à coup de start-up d'état (Pass Culture, entre autres...), de soutien à la compétitivité des industries, de marchés publics pour les grands groupes. Dans le même temps, de nombreuses collectivités territoriales se désengagent de la diversité et de la pratique artistique et culturelle de toutes et tous, au profit d'une logique de rentabilité et de grands événements consuméristes.

Les logiques de concentrations financières mondialisées qui menacent les solidarités et les dignités se font toujours plus fortes. Les droits humains et du collectif sont renvoyés au second plan sous prétexte de pragmatisme et de gouvernance quantitative. Le retour de l'autorité, de la défiance vis-à-vis de l'autre, la restriction des libertés ne peuvent être l'avenir de nos sociétés.

Il y a quelques mois, lors de Popmind* 2019, nous nous réunissions à plusieurs réseaux et organisations culturels et au-delà pour parler des droits humains comme une zone à défendre. Ils doivent redevenir un horizon éthique et politique à partir duquel construire nos responsabilités citoyennes, professionnelles et d'action publique. Il est crucial d'accompagner une démocratie active et approfondie, reposant sur des valeurs fondamentales.

Les acteurs artistiques et culturels ont cette responsabilité essentielle d'être toujours aux avant-postes pour l'échange et le dialogue, la réflexion et les interrogations, dans tous les espaces publics, qu'ils soient des espaces immatériels ou places physiques, lieux artistiques ou autres. Rendre possibles les expressions artistiques des personnes, leur permettre de dire, de voir, d'entendre le monde, proposer des lieux de pratiques, des espaces de partage, de débat et de délibération, des modes de contribution pour faire sens ensemble... voilà leur engagement.

C'est pourquoi nous sommes solidaires des actions qui défendent partout la réalisation du respect des droits fondamentaux.

La culture est un outil de résistance, d'émancipation et de construction collective. Reprenons la main, créons et partageons nos imaginaires ! Bâtissons ensemble nos solidarités et conceptions de l'avenir !

L'UFISC – Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles

*www.popmind.eu